

"Nous serons les acteurs de l'histoire..."

Discours de Rigoberta Menchu à propos du 5e centenaire

Rigoberta Menchu est aujourd'hui l'Indienne guatémaltèque la plus célèbre en Amérique latine. Elle a connu la barbarie de la répression à travers les morts atroces de son père, de sa mère et d'un de ses frères. Aujourd'hui, ambassadrice itinérante de son peuple par impossibilité de vivre dans son pays, elle parcourt le monde. Invitée à Washington dans le cadre d'une rencontre de l'Association d'études latino-américaines qui s'est tenue du 4 au 8 avril 1991, Rigoberta Menchu a fait l'exposé ci-dessous dans la perspective du 5e centenaire.

À l'occasion de cette rencontre, je me propose de présenter les idées du Comité d'unité paysanne (CUC) sur la commémoration du 5e centenaire de la "découverte de l'Amérique", ce qui me permettra d'aborder la situation politique de mon pays, le Guatemala.

Pour une "auto-découverte"

Nous les Indiens d'aujourd'hui, nous ne pouvons pas fêter la destruction et l'assujettissement de nos ancêtres. Nous ne pouvons pas non plus considérer l'invasion européenne comme la rencontre de deux mondes. C'était le début du colonialisme et c'est devenu par la suite l'imposition du système de l'exploitation capitaliste que nous continuons de subir aujourd'hui. Les cultures indiennes d'Amérique ont survécu. Une survie qui, sous d'autres formes et dans d'autres circonstances, se poursuit jusqu'à maintenant dans tous les pays de notre Amérique.

Plus qu'une dénonciation de la culpabilité des conquérants, le 5e centenaire doit être le début de la mise en place des conditions d'une véritable rencontre historique de toutes les cultures américaines sur la base de l'égalité, du respect mutuel, de la paix et de la coopération en vue d'un développement indépendant.

Nous sommes, sans aucun doute, intéressés par toute recherche apportant un éclairage sur les cultures préhispaniques et sur la situation historique née de "la conquête des peuples indiens", comme elle est qualifiée par beaucoup de gens. Mais en cette fin de siècle

où nous arrivons, une telle commémoration doit surtout tenir compte d'aujourd'hui et s'intéresser à leurs combats. C'est-à-dire que le 5e centenaire doit être le commencement de la fin de cinq cents années d'oppression et de discrimination pour des millions d'habitants de notre continent. Pour nous Indiens, cela doit se traduire en efforts d'auto-découverte et en combat pour la transformation des sociétés américaines. Nous ne devons pas n'y voir qu'une "récupération culturelle", mais bien un combat intégral.

Le droit à la terre-mère

Dans ce combat mené par nos ancêtres et continué maintenant par nous-mêmes aux quatre coins du continent, le premier droit que nous ayons comme Indiens à revendiquer, c'est celui de faire entendre notre voix comme peuples, notre parole. Pas seulement à des tribunes internationales comme celle-ci, mais également à l'intérieur de nos propres sociétés et pays.

Ce n'est un secret pour personne que nos peuples sont marginalisés. C'est pourquoi nous devons exiger le droit au développement, à la science et à la technologie. C'est-à-dire le droit aux services de l'éducation, de la santé, du vêtement et autres; à la connaissance scientifique pour mettre fin à une interminable situation d'exploitation. Nous devons également nous battre pour le droit à la terre-mère, car c'est d'elle que dépendent notre existence et la continuation de nos cultures. Défendre nos terres ancestrales c'est lutter

pour pouvoir les travailler et avoir de quoi les travailler afin qu'elles reflleurissent. Tel est notre engagement, en tant que cultures indiennes, envers la conservation et la défense de l'humanité à l'heure actuelle. Enfin, construire un avenir plus juste suppose également le droit à l'organisation et à l'union de nos communautés, de nos ethnies et de nos peuples. Parce qu'une même terre nous a donné la vie et que nous sommes donc issus d'une même racine, ces cinq cents années de résistance ont la même signification pour l'ensemble des peuples indiens.

Nous battre pour la reconnaissance de cette résistance héroïque, c'est nous réapproprier notre mémoire historique, c'est mettre en route de nouvelles histoires nationales dans ce continent appelé Amérique. Nous les Indiens, nous faisons partie du monde des humains et des peuples opprimés. Notre combat pour la justice et la paix ne peut rester isolé. En tout pays américain comme dans le reste du monde nous avons des frères, qu'ils soient Indiens ou pas, avec lesquels nous devons partager le même engagement à jeter les bases d'un avenir plus juste. Les peuples, tout comme les pays, doivent décider de leur propre destin en dépit du sous-développement. Pour l'heure, partager l'espoir d'un monde meilleur, sans misère, sans racisme ni guerre, telle est la première de nos aspirations pour un **nouvel ordre international**.

Le Guatemala aujourd'hui comme hier

Il se trouve, dans le continent américain, que des gouvernements continuent de nier l'histoire et de nous agresser comme on l'a fait au temps de nos ancêtres. Tous les droits que je viens de rappeler doivent se traduire en une pleine participation des Indiens au plan politique, économique, social et culturel. Les Indiens ont à jouer un rôle actif dans les décisions concernant leur destin et celui du pays auquel ils appartiennent. Le Guatemala est au centre de l'Amérique indienne et son peuple est le peuple du continent le plus affecté par l'éclatement culturel, par le racisme, par la violence politique et par l'inégalité sociale et économique.

Dans ce pays, "l'Indien est plus exploité que la terre", comme dit le poète Cardoza y Aragón. La politique de la "terre brûlée" est celle qu'applique l'armée au peuple indien. C'est ainsi que les militaires ont détruit nos maisons, nos parents et notre culture, tout comme les envahisseurs l'avaient fait au 16^e siècle. À l'époque, les grandioses et belles pyramides ont été sauvées parce qu'elles dormaient au plus profond de la forêt verte. Aujourd'hui c'est cette même forêt, qui abrite nos communautés de population en résistance, que les militaires veulent détruire.

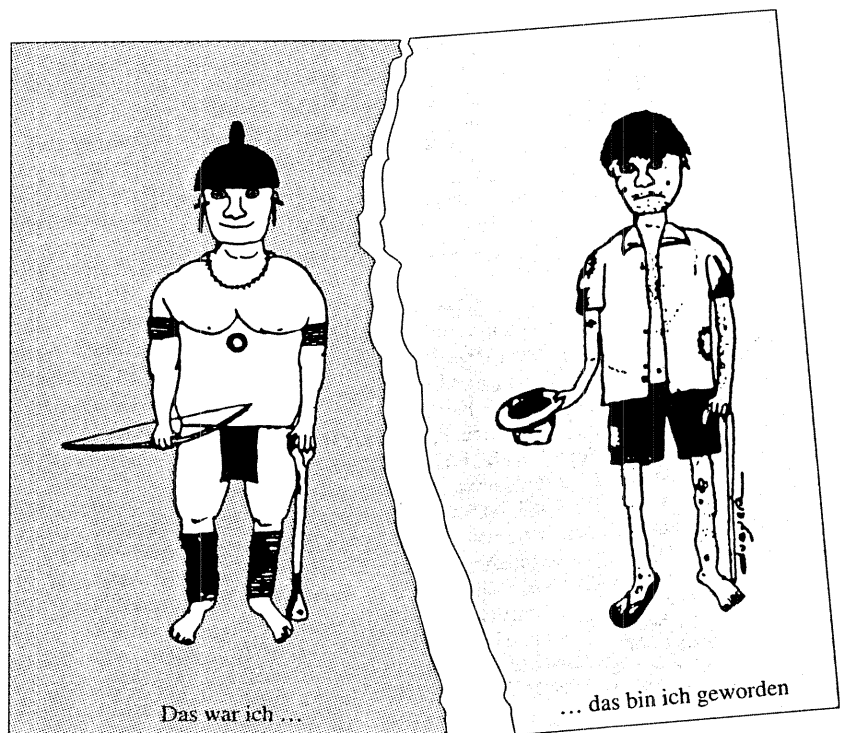
Il est inquiétant d'entendre les déclarations officielles du gouvernement actuel sur le 5^e centenaire selon lesquelles "au 16^e siècle, il n'y a pas eu de conquête mais une rencontre". Comment le gouvernement de Serrano peut-il contribuer à régler les problèmes du présent s'il a une si courte mémoire historique du passé, au point d'en perdre toute notion de ce qui est national? Le Guatemala ne peut pas continuer d'être un festival de conquérants. Voyons cela de plus près. Ces derniers mois ont vu la politique

guatémaltèque axée sur la recherche d'une solution politique de la crise généralisée que connaît le pays. Cet effort résulte de l'accord signé à Oslo (Norvège) entre la Commission nationale de réconciliation et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNNG). Suite à l'accord d'Oslo, un certain nombre de conversations ont eu lieu entre l'URNNG et divers milieux de la société guatémaltèque, grâce aux bons offices de la Commission nationale de réconciliation et sous la supervision des Nations unies.

À Metepec (Mexique) en octobre 1990, l'ensemble du mouvement syndical et populaire guatémaltèque, le Comité d'unité paysanne compris, ont rappelé l'urgence dans l'instauration d'une vraie démocratie au Guatemala. Il faut pour cela:

- démilitariser le pays, ce qui suppose la suppression de ce qu'on appelle patrouilles d'autodéfense civile et villages-modèles, ainsi que du contrôle politico-militaire imposé aux habitants du pays.
- Garantir la liberté d'expression, de déplacement et d'organisation des milieux populaires ruraux et urbains, pour qu'ils puissent défendre leurs intérêts et la liberté syndicale.
- Mettre en place des institutions démocratiques officiellement reconnues, afin de garantir l'indépendance des pouvoirs d'Etat et les pratiques démocratiques. C'est-à-dire construire une société civile.
- Exiger le respect absolu des droits de l'homme et des droits civiques, ce qui suppose la suppression des disparitions forcées, des cachots et cimetières clandestins, des exécutions extra-judiciaires et de la torture.
- Respecter les droits économiques et sociaux des citoyens guatémaltèques, c'est-à-dire le droit à la santé, au travail, à l'éducation et au logement.
- Mettre fin à la discrimination raciale et culturelle dont sont victimes les peuples indiens - la majorité des Guatémaltèques - comme moyen indispensable d'élimination de l'oppression que nous subissons depuis cinq cents ans.
- Procéder à une réforme constitutionnelle pour garantir l'ensemble de ces revendications populaires.

in: Geschichte lernen 25/1992



Une réalité implacable

Tout cela suppose le droit, pour nous Guatémaltèques, de décider de notre propre destin, de participer à la définition et à l'instauration d'une société civile avec les institutions la régissant. L'avenir de nos peuples indiens dépend de l'espace politique dont ils doivent bénéficier pour garantir un avenir plus juste, plus digne et plus humain à nos enfants et petits-enfants, c'est-à-dire la survie puis l'extension de nos cultures. C'est ainsi que nous contribuerons à la construction d'une vraie nation.

Mais est-ce possible quand, au Guatemala, nous continuons comme Indiens d'être quotidiennement forcés, exclus, discriminés, exploités et réprimés? L'armée continue de capturer nos jeunes dans leurs villages et leurs familles pour un service militaire forcé qui, chez nous, consiste à faire la guerre. L'armée oblige des centaines de milliers d'adolescents et d'hommes indiens à servir dans les patrouilles d'autodéfense civile, qui sont des organisations paramilitaires destinées à réprimer la population. Ces méthodes se poursuivent sous le nouveau gouvernement "civil".

Il en est de même pour la politique des villages-modèles, villages reconstruits sous contrôle militaire. Vingt mille de nos frères continuent de vivre dans les forêts de la montagne, pourchassés par les bombardements et les opérations militaires dans leur fuite de la répression exercée par l'armée guatémaltèque. Des

milliers de réfugiés continuent de réclamer les terres que les militaires leur ont prises et qu'ils ont distribuées à d'autres paysans; ils demandent des garanties pour leur vie et leur liberté de déplacement après dix années d'exil. La physionomie du milieu rural guatémaltèque a changé suite au million de paysans déplacés à cause de la politique de la "terre brûlée". Celle-ci s'est soldée dans le pays par une destruction culturelle, par la marginalisation sociale et la famine, sans que l'Etat ni le gouvernement actuel aient une quelconque politique constructive vis-à-vis de cette partie importante et novatrice de la société guatémaltèque.

Dans un an et demi, les gouvernements européens et ceux du continent américain vont commémorer - et nombre d'entre eux, fêter - le 5e centenaire de la "découverte" de notre continent. Nous les Indiens qui y avons toujours vécu, après cinq cents ans de "non rencontre" nous ne sommes plus disposés à servir de main-d'oeuvre bon marché, d'objets d'étude, de voix aux élections, de citoyens de seconde zone, d'indigènes à évangéliser, de soldats de deuxième classe assassins de leur propre peuple ... Maintenant ça suffit! Nous serons les acteurs de l'histoire, les responsables de notre propre destin. La liberté pour les Indiens où qu'ils soient en Amérique!

Rigoberta Menchu

in: DIAL, diffusion de l'information sur l'Amérique latine, n°1643, 12/12/1991.